

### Le Grand-Duché bientôt zone verte?

Il est bien rare que le législateur montre le moindre sens de l'humour dans le choix de ses instruments. Mais c'est possible, comme le montre la réponse à la question parlementaire des députés chrétien-sociaux Marco Schank et Lucien Clement sur la transposition de la loi concernant l'aménagement communal. Comme sur commande, les députés s'informent sur le nombre de communes qui ont déjà adapté leur plan d'aménagement communal (PAG), comme le prévoit la nouvelle loi, et sur les sanctions prévues en cas de non respect de cette disposition. Alors qu'un délai de six ans est accordé pour la transposition, le ministre de l'intérieur reconnaît dans sa réponse du 9 novembre que - malgré trois lettres circulaires de sa part - seule la commune d'Esch-sur-Sûre s'est jusqu'ici conformée à la loi. Cependant, une quarantaine de communes seraient en train de s'y mettre. Quant aux sanctions prévues en cas de non-respect du délai, Jean-Marie Halsdorf souligne une fois de plus que les PAG actuels deviendront caducs, "ce qui aura inévitablement comme conséquence que l'ensemble du territoire communal sera classé en zone verte". Reste la question si les communes des deux députés-maires demandeurs ont déjà entamé l'adaptation de leur PAG.

### Le Cumul des fonctions

Dans une question parlementaire au premier ministre Jean-Claude Juncker, le député François Bausch se soucie de la pratique de nommer des hauts fonctionnaires dans les conseils d'administration: déjà, le rapport d'une commission spéciale, chargée d'analyser le sujet du cumul des fonctions, avait invité le gouvernement à veiller rigoureusement sur les dispositions concernant le statut des administrateurs représentants de l'Etat dans une société anonyme. En outre, une motion adoptée invitait à restreindre la pratique des cumuls. Mais jusqu'à présent, s'inquiète Bausch, le gouvernement ne semble pas avoir changé cet usage. Dans sa réponse, Jean-Claude Juncker se montre assez indéterminé. Depuis octobre 2004, le gouvernement a procédé à 51 nominations dans des conseils d'administration de sociétés anonymes. Même si un grand nombre de ces fonctionnaires occupent deux mandats à côté de leur fonction principale, Juncker laisse deviner comment "l'autorité politique évalue le risque d'un conflit d'intérêt" entre le mandat et l'exercice normal du fonctionnaire. La date d'apparition du code de déontologie du fonctionnaire, qui définit les principes essentiels de la déontologie, n'est pas plus précisée, et - selon Juncker - celui-ci ne réglera pas spécifiquement "les questions ayant trait à la représentation de l'Etat dans les conseils d'administration".

### L'immigration en congrès

C'est un petit évènement. Tous les cinq ans, les associations d'étrangers, fédérées sous l'égide du Comité de liaison des associations étrangères (Clae), se réunissent en congrès. La sixième édition se tiendra ce week-end et planchera sur quatre sujets: la participation des étrangers, la scolarisation et la formation, la vie culturelle et associative ainsi que les conditions de vie. Le Clae ne manque pas l'occasion pour faire valoir ses revendications. Hostile à la création d'un centre de rétention, il préconise une approche plutôt analytique du phénomène migratoire qui prendrait en compte les aspects humains, démographiques, économiques et sociaux. Evidemment, la question du projet de loi sur la double nationalité sera également abordée. A ce sujet, le Clae estime que la maîtrise de la langue luxembourgeoise ne devrait pas constituer un obstacle majeur à la naturalisation. Au-delà de la double nationalité, le Clae plaide en faveur de l'adoption du principe du droit du sol. Parmi les différents sujets sociaux, les associations d'étrangers débattront aussi du problème de la pénurie de logements, qui touche l'ensemble de la population.

*Guy Linster est le dernier socialiste a avoir géré l'éducation nationale avant Mady Delvaux. De 1974 à 1979, il a été secrétaire d'Etat du ministre de l'éducation nationale Robert Krieps. Son soutien à Mady Delvaux est absolu et il l'encourage à faire passer ses réformes sans perdre trop de temps.*

(photo: Christian Mosar)

### EDUCATION

# "Avancer constamment"

**wxxx: Dans un article de 2002 consacré à l'éducation, l'écrivain Guy Wagner affirme que l'enseignement n'a connu qu'un seul élan authentique: dans les années 70, sous Krieps le "bougon" et Linster l'"austère". Partagez-vous cette appréciation?**

**Guy Linster:** Je serais moins péremptoire que lui. Nous et notre partenaire libéral étions conscients de vivre une période de réformes, comme aujourd'hui. Nous savions que des réformes de nature institutionnelle et socio-culturelle étaient inévitables. Prenons par exemple le tronc commun. C'était une réforme logique qui découlait des demandes sociétales. Mais entre la période Krieps/Linster et la période Delvaux, il y a eu l'ère Boden dont la politique officielle était celle du profile bas. Il voulait calmer l'effervescence créée dans le domaine scolaire par le gouvernement Thorn.

**Pensez-vous que la ministre Mady Delvaux va toujours dans le sens d'un tronc commun?**

Oui, pour les objectifs généraux, mais avec d'autres étiquettes. Ce n'est peut-être pas exactement celui que nous voulions, mais le point commun entre notre politique et celle promue par Delvaux, c'est la conviction qu'il faut rapprocher les élèves durant la période charnière, c'est-à-dire à l'âge compris entre douze et quinze ans. Je retrouve notre politique dans l'essentiel des réformes de Delvaux. Elle poursuit la même direction que nous. A mon époque, quand un élève n'était pas assez bon pour le secondaire, on lui disait d'aller voir ailleurs. Je n'étais pas d'accord avec cette attitude. Nous avons donc décidé de créer une école qui recueillerait des enfants aux aptitudes différentes. Nous savions que pas mal d'enfants amèneraient leurs faiblesses au lycée parce qu'ils étaient issus de milieux familiaux qui ne leur permettaient pas d'y réussir. Mais au lieu de les placer dès douze ans sur l'orbite de l'école professionnelle, nous préférons ne pas les séparer trop tôt et essayions de les aider dans leur épanouissement. C'est aussi la volonté profonde de la politique de Mady Delvaux.

**Les syndicats reprochent aussi au ministère d'aller trop vite dans les réformes.**

On nous reprochait la même chose. Nous étions pleins d'élan et nous étions persuadés que nous pourrions continuer ces réformes pour cinq années supplémentaires aussi bien au niveau du tronc commun, que du régime professionnel et de l'enseignement primaire. Cela n'a pas été possible à quelques voix près dans la circonscription du nord aux élections de 1979. Mais il faut savoir qu'à partir du moment où vous voulez faire bouger les choses dans l'enseignement, vous vous heurtez à un grand nombre de résistances, ou plutôt de réticences, pour être exact. Les syndicalistes ont une double vocation. La première, celle qu'ils mettent d'ailleurs toujours en avant et que je ne conteste nullement, c'est leur engagement en faveur d'une école de qualité. Mais leur tâche essentielle, n'est-elle pas de veiller au bien-être de leurs adhérents dans une école qui est faite à leur image? En fait, à l'heure actuelle, il est difficile de discerner le projet scolaire des syndicats. Pour le grand public - et j'en suis - il n'est pas aisé de voir ce que les syndicats se fixent comme idéaux éducatifs, quelles autres réformes ils proposent, que ce soit dans le primaire ou dans le secondaire. Quand ils font des propositions, ils s'en tiennent à des nuances. En face, Mady Delvaux est une femme pleine d'énergie. Quand elle croit en quelque chose, elle veut le réaliser. Ma philosophie, c'est qu'il faut constamment avancer pour faire bouger les choses. C'est ce que j'ai retenu de mon

passage à l'éducation nationale. Il faut faire des petits pas au niveau institutionnel et plus pousser au niveau des contenus. Nous avons par exemple créé un groupe de travail "tronc commun" au sein du conseil supérieur de l'éducation nationale. Nous l'avions mandaté pour mettre sur pied une nouvelle école. Mais chaque divergence entre le primaire et le secondaire, le technique et le classique fut âprement débattue. Et plus nous discussions, plus les barrières s'élevaient. Nous avons vu ce qui s'est passé avec la création du "Neie Lycée". Il était très difficile de faire bouger quelque chose, mais ce lycée connaît maintenant un grand succès. Voilà pourquoi je soutiens absolument Mady Delvaux et lui dis: "Vas-y! Fais ton chemin! Lutte!".

**Les réformes vont aussi trop vites aux yeux du DP. Il demande même à la ministre un moratoire. Vous avez gouverné de 1974 à 1979 avec ce parti. Le reconnaissez-vous?**

Au début de la législature, il fallait un peu le tirer dans notre direction. Mais cela a changé, entre autres grâce à un concours de circonstances. En fait, je m'entendais très bien avec Carlo Meintz, qui était alors président du groupe libéral au parlement. Nous avions fait notre stage pédagogique ensemble. Il était ouvert d'esprit et, tout comme moi, sensible à ce qui ne fonctionnait pas dans l'enseignement. Ensuite, nous avions invité un ministre d'Etat allemand responsable de l'ensei-



gnement. Après une conférence devant un public restreint, lors d'un dîner mémorable, il a tenu un plaidoyer très convaincant en faveur du tronc commun. Il a fait comprendre à Gaston Thorn qu'il fallait tout d'abord faire sauter cette barrière pour avancer. Thorn a entendu le message et nous a dit "Allez-y!". Le DP d'alors était formidablement ouvert et dynamique sur les questions sociétales et scolaires. En 1999, le DP voulait, afin de remporter les élections, lancer une "offensive pour l'éducation". C'était surtout un slogan. Anne Brasseur exige un moratoire de la politique de Delvaux? Mais les cinq années où elle était ministre ont été un long moratoire! A leur place, je n'utiliserais pas ce mot.

**Avec l'augmentation du chômage des jeunes, la politique d'éducation et de formation est pointée du doigt. Les jeunes Luxembourgeois seraient moins bien formés que les frontaliers et leurs aptitudes ne seraient plus conformes aux attentes du marché du travail.**

En Lorraine, le chômage est en croissance constante. Pourtant, ils n'accusent pas leur système scolaire d'être en inadéquation avec le monde du travail. Au Luxembourg, cet argument est répété avec hardiesse. A mes yeux, il faut l'avancer avec beaucoup de circonspection alors que les jeunes qui ont une formation plus poussée ont tendance à négliger les filières professionnelles ou techniques au profit des filières financières et surtout de la fonction publique. On remarque souvent que la véritable inadéquation se situe au niveau des salaires. Un Français doté d'un bac +2 ou +3 "professionnel" à qui on propose un poste de "bac technicien" au Luxembourg, se précipitera sur l'occasion. Avant 1974, sous l'ère Dupong, nous reprochions au gouvernement de considérer l'école comme une préparation au travail. Nous ne voulions pas que le monde du travail dicte aux écoles ce qu'elles devaient faire. De toute façon, les métiers évoluent si rapidement, qu'il est devenu impossible de préparer une personne de manière trop spécifique. L'école doit former l'être humain, ce qui implique une préparation à la vie, donc évidemment également une préparation à la vie professionnelle. Mais l'inverse n'est pas vrai.

**Entretien: David Wagner**

**Guy Linster**  
Sa carrière politique débute par un coup de fil. C'est Robert Krieps, nouvellement ministre de l'éducation nationale du gouvernement Thorn-Vouel (DP-LSAP, de 1974 à 1979), qui lui demande de le rejoindre en tant que secrétaire d'Etat. Le professeur de français accepte et se lance dans cette aventure qui devait modifier profondément l'enseignement. Mais en 79, les électeurs remettent en selle le CSV qui instaure une ère glaciaire dans l'école luxembourgeoise. Guy Linster n'est pas réélu. Peu lui en chaut: "Ma grande chance, c'est d'avoir souvent changé de métier". Après son passage au gouvernement, il opte pour différents postes de fonctionnaire et sera entre autres chargé de mettre sur pied le tout nouveau ministère de l'environnement. Retraité de la vie professionnelle, Linster reste néanmoins très actif politiquement: il a été élu bourgmestre de Kopstal en 2005.